

Gouvernement de rendre ses comptes au petit bonheur, relativement aux dépenses excessives qu'il a faites.

J'ignore ce que le premier ministre entendait par le petit bonheur. Comme on dit vulgairement, quelle chance avons-nous aujourd'hui d'obtenir des comptes plus explicites? Le premier ministre a ajouté:

Je répète aux honorables vis-à-vis et surtout au peuple canadien, en ce moment où nous sommes aux prises avec les grands problèmes de l'heure, que cette mentalité et ces folles dépenses de deniers publics subsisteront tant que le présent Gouvernement présidera à l'administration des affaires publiques.

Cependant, quelle preuve avons-nous de l'existence d'une pareille tendance? Je le répète, je n'ai pas l'intention de passer en revue les événements qui se sont déroulés au cours de la dernière guerre; je m'en tiendrai aux incidents qui se sont succédé depuis la conclusion de la paix.

Pour ne citer qu'un exemple, je mentionnerai les dépenses pour le dernier exercice en cours, telles que je les relève dans le rapport de l'auditeur général. Et à ce propos, je développerai l'idée que mon honorable ami de Guysborough (M. Sinclair) a exposée si clairement, la semaine dernière. Il a établi que nous avons ajouté 395 millions à notre dette au cours de cette année de paix, soit plus d'un million par jour.

J'ignore si le premier ministre est très fort en arithmétique, mais s'il fait les calculs voulus, il constatera que la dette s'est accrue non pas d'un million mais de quatre à cinq millions de dollars par jour; le chiffre exact est de 4½ millions de dollars par jour, il me semble. Il est vrai que nous sommes plus prodigues maintenant, mais voilà la situation.

Je désire signaler un autre aspect de la question d'organisation et d'administration. J'en ai parlé l'autre soir, mais il mérite qu'on y revienne: le Gouvernement a entièrement manqué à la promesse donnée, il me semble, par le ministre des Finances (M. Isley) l'autonne dernier et en vertu de laquelle il s'engageait à remanier les rouages de la fiscalité. Apparemment, on n'a rien entrepris dans ce domaine, mais d'après les renseignements que j'ai obtenus, cela n'est pas sans besoin.

J'ai traité de la réaction immédiate des contribuables à l'exposé budgétaire et je vais maintenant discuter sa portée plus étendue sur l'ensemble de l'économie canadienne. Je vais m'arrêter tout d'abord à ce qu'a dit le ministre des conditions commerciales actuelles, des perspectives dans ce domaine et du programme financier que le Gouvernement se propose de suivre en vue de maintenir l'embauchage. On ne pouvait entendre le ministre sans se rendre compte de la mesure dans laquelle la finance publique empiète sur la vie individuelle. Il vit maintenant avec nous. C'est lui qui prend la part du lion. Il est le principal associé dans nos affaires. En d'autres termes, le ministre des Finances, au

lieu d'être le commissaire du navire de l'Etat, en est maintenant le capitaine et c'est lui qui détermine effectivement la destination et l'itinéraire du navire. Comme sir John Anderson l'a dit, le budget est devenu l'un des principaux instruments de la politique financière et économique. Pour cette raison, je crois que l'exposé budgétaire tout entier sera étudié très sérieusement. Certes, nous traitons de choses sur lesquelles se fonde notre bien-être.

En parlant de notre situation actuelle, le ministre a déclaré:

Nous jouissons d'un niveau d'embauchage et d'une prospérité sans précédent en temps de paix.

Puis il a relevé la hausse qui s'est produite dans notre revenu national, lequel est passé de 5.1 milliards en 1938 à 11.75 milliards en 1944. Bien qu'il n'ait pas souligné ce point, il indiquait plus loin dans son discours que presque toute cette augmentation du revenu national tient à ce fait que les dépenses engagées par le Gouvernement sont passées, d'un peu plus de 500 millions qu'elles étaient en 1939, à 5½ milliards en 1944. Malgré les chiffres imposants cités par le ministre, on ne peut s'empêcher de songer que les rayons des magasins de nouveautés sont toujours vides et que nous ne pouvons trouver de logis. A mon sens, l'exposé du ministre traite beaucoup trop de l'argent et trop peu des denrées.

Le ministre a expliqué comment on maintient le niveau du revenu national. Il a signalé des choses que nous connaissons bien: les fortes gratifications de toutes sortes versées aux troupes par l'entremise de divers ministères, la forte somme d'épargnes accumulée durant la guerre, maintenant disponible pour les dépenses d'ordre civil, et, enfin, il a parlé de notre commerce d'exportation. Il a appuyé, et avec raison, sur le fait que les prêts que nous consentons sont la grande source, sinon l'unique de notre commerce d'exportation. Nos prêts servent à payer nos exportations et non pas nos importations.

L'exposé du ministre renferme si peu de choses encourageantes que j'hésite à mettre ces dernières en doute. Cependant, je tiens à souligner que le ministre n'aurait pas dû créer l'impression que la situation se présente de façon si favorable. En songeant à la diminution inévitable qui se produira dans les dépenses de l'Etat, du moins nous l'espérons, et à la situation des pays d'Europe dont le commerce a une grande importance pour nous, je suis d'avis que le ministre a brossé un tableau quelque peu chimérique. J'aurais préféré qu'il parlât plus sérieusement. Il est vrai qu'il nous a demandé de produire et qu'il a employé des mots sérieux, mais, à mon sens, sa façon de dépendre l'état de choses existant enlevait toute importance aux termes employés. Si